



**Le thé équitable,
une question
de justice**
Page 5

**Dossier : dans les coulisses
du multimédia**
Page 7

**Recherche : les oméga-3
ne font pas de miracles**
Page 8

Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal

L'UQAM

Volume XXXII
Numéro 3
3 octobre 2005

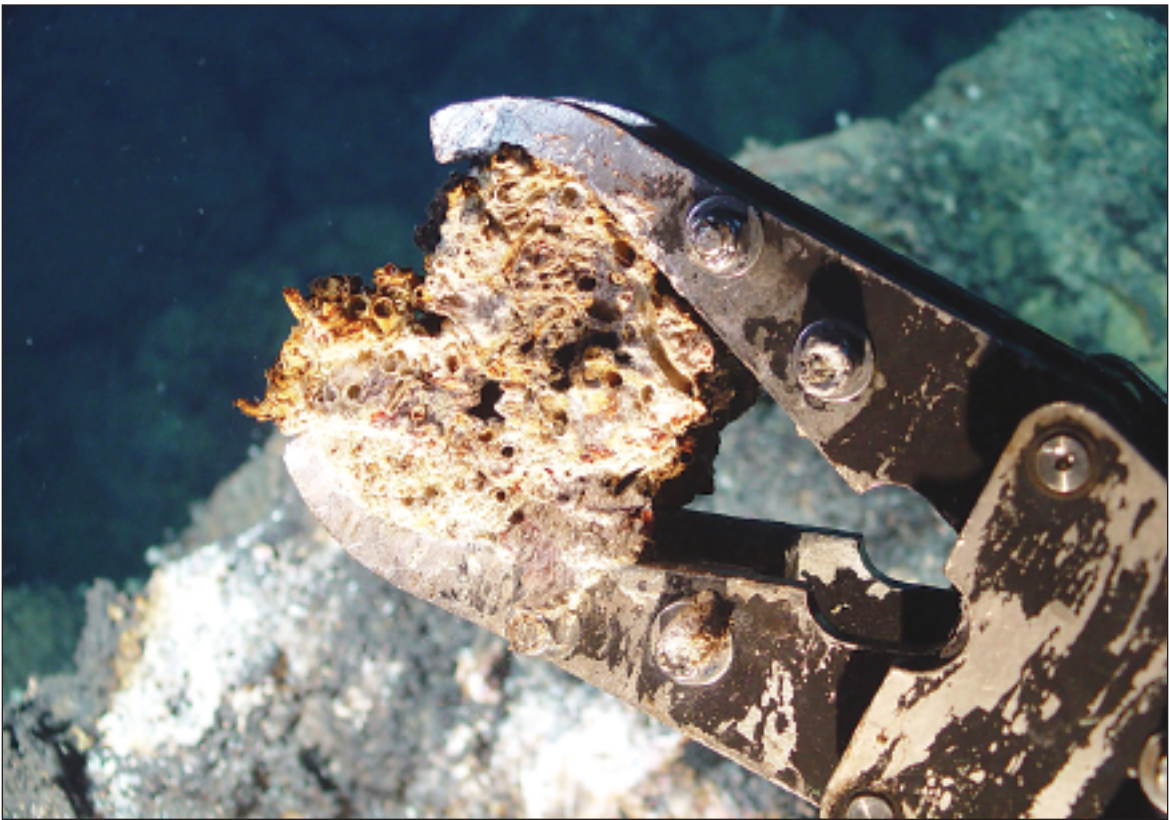
ROPOS : Le «bras canadien» des mers

Dominique Forget

Au début du mois de septembre, l'équipe de Kim Juniper a reçu un appel d'une compagnie pétrolière dont les installations dans le golfe du Mexique avaient été endommagées par l'ouragan Katrina. Les gestionnaires voulaient évaluer l'étendue des dommages subis par leur plateforme sous la surface de l'eau et le groupe canadien était l'un des seuls au monde à pouvoir les aider.

Depuis bientôt dix ans, Kim Juniper est à la tête de la Canadian Scientific Submersible Facility (CSSF), une entreprise privée à but non lucratif propriétaire d'un sous-marin baptisé ROPOS. Capable de descendre à trois kilomètres sous la surface des eaux, cet engin est équipé de caméras, de bras mécaniques et de sondes de toutes sortes. «Il ne s'agit pas d'un sous-marin habité, mais bien d'un robot téléguidé», précise le professeur du Département des sciences biologiques.

Pour résumer, les opérateurs qui se trouvent à bord d'un bateau suivent le parcours de ROPOS grâce aux caméras qui balaient le sol et dont les images sont retransmises sur un écran d'ordinateur. Ils guident sa trajectoire avec un manche à balai, un peu comme s'il s'agissait d'un jeu vidéo. Ils peuvent ainsi explorer les abysses, cueillir des échantillons, réparer des infrastructures sous-marines, etc.



Photos : Canadian Scientific Submersible Facility

La main de ROPOS récupère un échantillon au fond du Pacifique.

À la découverte d'écosystèmes insoupçonnés

Des sous-marins capables de descendre à une telle profondeur, il n'en existe que trois en Amérique du Nord. Un premier à Woods Hole – le célèbre Institut des sciences de la mer situé dans le Massachusetts –, un second au Monterey Bay Aquarium Research Institute, en Californie, et celui du CSSF. Ce dernier est basé à Victoria, en Colombie-Britannique, mais il a

voyagé un peu partout sur la planète. Son expédition la plus «exotique» s'est déroulée au cours de l'été 2004 alors qu'une équipe de scientifiques, dont faisait partie Kim Juniper, s'est rendue dans l'archipel des îles Mariannes, à l'est des Philippines. Les chercheurs, principalement des Canadiens et des Américains, ont alors eu recours à ROPOS pour explorer sept volcans sous-marins.

Très souvent, ROPOS est loué à

des équipes de recherche internationales qui l'embarquent à bord d'un navire et partent en expédition. «On a découvert des écosystèmes insoupçonnés grâce à lui», rapporte le professeur Juniper, qui a fondé le CSSF lorsque Pêches et Océans Canada, père de ROPOS, a voulu mettre le robot au rancart au milieu des années 1990, faute de budget. Le reste du temps, ROPOS est loué à des entreprises privées qui veulent entretenir ou réparer leurs équipements sous-marins, les compagnies pétrolières ou de télécommunications, par exemple. «De cette façon, on arrive à boucler le budget et à maintenir ROPOS en vie», dit l'océanographe.

L'équipe du CSSF n'est finalement pas allée dans le golfe du Mexique au mois de septembre. Elle ne pouvait se rendre sur place assez vite au goût des gestionnaires de l'entreprise qui perdait plusieurs millions de dollars par jour. Mais ROPOS n'est pas au chômage pour autant, au contraire. Ces jours-ci, il joue un rôle central dans de la mise en chantier de VENUS, un important projet qui permettra aux chercheurs du monde entier d'observer le plancher océanique en temps réel, grâce à une simple connexion Internet. «Nous sommes en train d'installer plusieurs kilomètres de câbles optiques sur le plancher océanique, dans la baie de Saanich, sur le pourtour de l'île de Vancouver. Ces câbles seront munis de caméras,

La campagne franchit le cap des 50 millions de dollars !

Angèle Dufresne

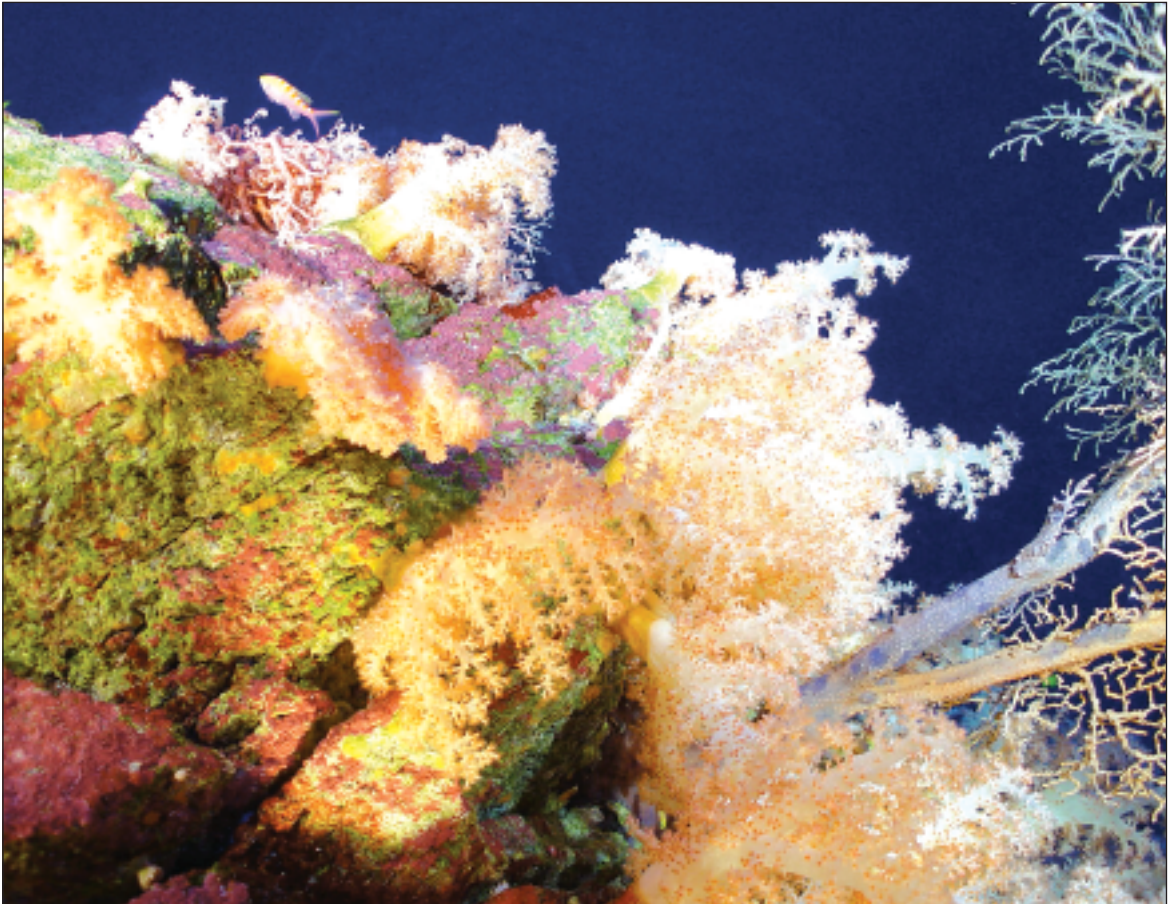
C'est avec grande fierté que le vice-président de la Fondation de l'UQAM, également vice-recteur aux Affaires publiques et au développement et secrétaire général, M. Pierre Parent, annonçait la semaine dernière que la barre des 50 millions \$ de la campagne majeure de développement était franchie. Rappelons que cette campagne, la plus importante de l'histoire de l'UQAM, est présidée par M. Réal Raymond, président et chef de la direction de la Banque Nationale et diplômé de l'ÉSG-UQAM.

La campagne 2002-2007 n'est pas terminée pour autant. En effet, précise M. Parent, il reste énormément de projets de recherche à financer et on veut également bonifier l'appui financier aux étudiants. «Cette annonce est l'occasion de remercier chaleureusement tous ceux qui ont déjà donné et constitue un appel à continuer. Car nous souhaitons dépasser largement l'objectif d'ici la fin de la campagne. Il a été très stimulant de solliciter des fonds de l'extérieur, mais la collectivité de l'UQAM a été également très généreuse. Notre Cabinet de campagne composé de bénévoles extrêmement actifs, soutenus par l'équipe dynamique de la Fondation poursuit donc ses efforts.»

Continuons l'effort !

À ce jour, le secteur des entreprises a donné 88 % de la somme recueillie, soit 44,2 M \$; la collectivité universitaire, 9 % (4,3 M\$); les diplômés et amis, 3 % (1,5 M\$). Parmi les projets dont le financement reste encore à compléter, soulignons la Chaire en prévention et traitement du cancer, la Chaire en gestion de projets, l'amélioration des collections des bibliothèques, ainsi que l'appui aux étudiants dont fait partie le Fonds FARE (Fonds à l'accessibilité et à la réussite des études), pour lequel la Fondation a récolté 11,5 M\$ sur un objectif de 20,5 M\$.

Parmi les dons reçus dernièrement, notons l'engagement de 100 000 \$ de



Une photo des fonds marins prise par ROPOS.

Suite en page 2 ►

Suite en page 2 ►

d’hydrophones et d’autres équipements de mesure qui vont nous permettre de suivre l’état de l’écosystème en direct, 24 heures sur 24.»

2,3 M \$ pour une mise à jour

Le projet VENUS sera suivi par NEPTUNE, une initiative encore plus ambitieuse qui permettra d’installer plus de 3 000 kilomètres de câbles sur l’ensemble de la plaque tectonique Juan de Fuca, au large de la Colombie-Britannique et des États de Washington et de l’Oregon. Encore une fois, ROPOS jouera un rôle de première importance. Les câbles seront installés si profondément qu’il sera impossible pour les plongeurs de s’y rendre et trop dangereux pour les sous-marins habités de tenter l’aventure.

«Travailler plusieurs kilomètres sous l’eau, c’est un peu comme travailler dans l’espace, compare le professeur Juniper. Une petite manipulation comme le branchement d’un câble dans un port d’attache peut prendre plusieurs heures.» Un peu comme le bras canadien, ROPOS effectue les manipulations lentement, mais avec une fine précision.

Cette année, l’équipe de ROPOS a reçu 2,3 millions de dollars des gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique pour remettre à jour et améliorer le submersible. Les modifications permettront notamment d’embarquer ROPOS sur de plus petits bateaux, de le mettre à l’eau plus aisément et même de l’opérer à des centaines de kilomètres de distance. «Grâce à une antenne satellite, les images de ROPOS pourront être retransmises en direct par Internet, explique le professeur. À partir de mon bureau de l’UQAM, je pourrai suivre ses mouvements et collecter des échantillons. Je pourrai faire quelques manipulations au fond du Pacifique en après-midi et dormir dans mon lit à Montréal le soir même.» ●



Photo : Canadian Scientific Submersible Facility

Le robot téléguidé ROPOS capable de descendre à trois kilomètres sous l’eau.

Lancement le 6 octobre

La campagne Centraide 2005 débute très bientôt

À la veille du grand lancement de la campagne Centraide-UQAM, à la cafétéria La Verrière (pavillon Hubert-Aquin) par un petit-déjeuner, le 6 octobre prochain, son directeur M. Denis Bertrand, rappelle les principaux objectifs de la campagne 2005 : une campagne plus courte, plus décentralisée et personnalisée, mieux ciblée, menée sans pression induite et respectueuse, comme toujours, du caractère confidentiel des dons.

La campagne 2005 tiendra ses activités sur une période beaucoup plus courte qu’avant, soit du 6 octobre au 2 décembre, date à laquelle se fera l’annonce des résultats et le tirage d’œuvres données par la communauté universitaire à ceux qui y auront

participé. Rappelons que la campagne sera menée par des bénévoles des unités de base (services, facultés, départements) qui solliciteront leurs collègues, individuellement, pour les inciter à faire un don.

À nouveau cette année, les étudiants seront invités à participer à la Course des huards qui a connu un franc succès en 2004. C’est très simple : il s’agit de déposer une pièce de 1 \$ sur de grands logos de Centraide situés à plusieurs endroits stratégiques du campus. Les nouveaux employés, les grands donateurs (leaders, membres des cercles de 850 \$, 650 \$ et 450 \$) seront particulièrement ciblés cette année, de même que les retraités de l’UQAM et les do-

nateurs des autres années qui n’auraient pas fait un don en 2004.

On s’attend à ce que tous ceux qui seront sollicités personnellement par l’équipe de bénévoles de Centraide remettent leur carte de souscription cachetée, quel que soit leur don et même s’ils ne peuvent pas donner. Ce mode

de fonctionnement permet de s’assurer que les personnes qui ne désirent pas donner, le fassent en toute connaissance de cause et non par oubli ou négligence.

La campagne Centraide-UQAM a rapporté 160 000 \$ l’an dernier. Il faut faire mieux cette année !

Les moments clés à venir

- Le **petit-déjeuner** de lancement, à la cafétéria La Verrière (pavillon Hubert-Aquin), le 6 octobre. Les billets sont en vente au prix de 4 \$. Des prix de participation seront offerts.
- La vente de la **collation pomme-fromage** Centraide, le 9 octobre, aux principales portes de l’Université. Prix suggéré : 2 \$.
- La **Course étudiante des huards**, les 2 et 3 novembre, aux portes de l’UQAM et dans les aires publiques. Cinq prix de participation seront offerts.

► CAMPAGNE – Suite de la page 1

Addenda Capital destiné à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, un don en nature d’équipement informatique de 1 010 810 \$ de la compagnie EDS, un engagement de 50 000 \$ de l’Union des producteurs agricoles du Québec pour la Chaire Philippe-Parisault de formation en mondialisation des marchés de l’agroalimentaire et un engagement d’une valeur de 500 000 \$ de la Fondation René Malo en vue de la création d’une Chaire en cinéma et en stratégies de production culturelle. Soulignons enfin que le projet spécial de sollicitation piloté par le chancelier de l’UQAM, M. Pierre J. Jeanniot, a permis de recueillir à ce jour auprès d’amis de l’université, la somme de 104 363 \$. Une très belle réussite! ●

L’UQAM

Le journal *L’UQAM* est publié par le Service des communications, Division de l’information.

Directeur des communications
Daniel Hébert

Directrice du journal
Angèle Dufresne

Rédaction
Marie-Claude Bourdon, Anne-Marie Brunet, Pierre-Etienne Caza, Dominique Forget, Claude Gauvreau

Photos
Nathalie St-Pierre

Conception de la grille graphique
Jean Gladu, designer

Infographie
Service des communications
Division de la promotion institutionnelle

Publicité
Catherine Levasseur
Communications Publi-Services Inc.
(450) 227-8414, poste 303

Impression
Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal
Pavillon WB-5300
Téléphone : 987-6177 • Télécopieur : 987-0306

Adresse courriel
journal.uqam@uqam.ca
Versión Web du journal
www.journal.uqam.ca/

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

Les textes de *L’UQAM* peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

UQAM

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal
Québec H3C 3P8

PUBLICITÉ

Profession : maître de langue

Pierre-Etienne Caza

Ce ne sont ni des professeurs, ni des chargés de cours, et pourtant ils enseignent chaque année à des milliers d’étudiants. Méconnus à l’UQAM, les maîtres de langues y jouent pourtant un rôle essentiel, à une époque où l’apprentissage d’une deuxième et même d’une troisième langue est presque une nécessité.

Officialisé à la création de l’École de langues en 1997, le statut de maître de langue s’apparente à celui de professeur, puisque l’enseignement et la participation à la vie universitaire (comités consultatifs, activités syndicales, etc.) font partie de l’une et l’autre définition de tâche. Cependant, le maître de langue est appelé à effectuer du développement pédagogique plutôt que de la recherche ou de la création.

Rédaction de manuels, réalisation de CD-ROM ou de pages Web, perfectionnement des tests de classement et des exercices disponibles par le biais de logiciels ou d’Internet : le développement pédagogique est devenu, au fil des ans, développement «technopédagogique». Les maîtres de langue ont dû, en effet, s’ajuster aux nouveaux outils informatiques et au développement exponentiel du Web. «Auparavant, nous étions la principale ressource de l’étudiant, sinon la seule, affirme Danielle Vaillancourt, qui a enseigné l’espagnol pendant 20 ans à l’Université de Montréal avant d’obtenir un poste de maître de langue à l’UQAM en janvier dernier. Aujourd’hui, il y a tellement de ressources sur le Web que nous sommes davantage des passeurs d’information, des interprètes culturels, qui accompagnons l’étudiant dans son apprentissage de la langue.»

Des classes plus nombreuses

Affiliés au Syndicat des professeurs et professeures de l’UQAM (SPUQ), les maîtres de langue ont renouvelé leur convention collective en 2003. Marie-Cécile Guillot, maître de langue en français langue seconde et secrétaire du SPUQ depuis juin dernier, a fait partie du Comité de négociation. Elle estime que plusieurs gains significatifs ont été réalisés, entre autres le droit à la permanence, un ajustement à la baisse de la tâche d’enseignement, des salaires tenant compte des diplômes et de l’expérience antérieure, ainsi que l’ouverture de trois nouveaux postes de maître de langue par année jusqu’à la fin de l’actuelle entente, en 2007.

Ces nouveaux postes seront les bienvenus, puisque l’École de langues ne cesse de croître. L’augmentation subite de la clientèle depuis 1997 (voir encadré) a fait grimper le nombre d’élèves par classe et constitue un objet de préoccupation constant pour les maîtres de langue.

La moyenne cible étant de 35 étudiants par classe depuis la création de l’École, certains cours de niveau avancé ont déjà dû être retirés de l’horaire parce que «seulement» 25 étudiants s’y étaient inscrits. «Pour que nos étudiants puissent poursuivre leur cursus et obtenir leur diplôme, nous avons dû les inciter à aller suivre ces cours chez nos concurrents, par entente interuniversitaire», explique



Gladys Benudiz, maître de langue en français langue seconde et directrice-adjointe de l’École de langues.

Gladys Benudiz, maître de langue en français langue seconde et directrice-adjointe de l’École de langues.

Pour pallier cette situation et pouvoir offrir des cours de niveau avancé, l’École doit compenser en augmentant le nombre d’étudiants dans les classes de débutants. Certains groupes comptent donc 40 ou 45 étudiants. «Il faut alors travailler étroitement avec les moniteurs de langue, affirme Danielle Vaillancourt. Mais c’est évident que ce n’est pas le contexte idéal pour favoriser les échanges.»

Malgré tout, les maîtres de langue semblent adorer leur travail. Mmes Benudiz, Guillot et Vaillancourt ont toutes tenu à souligner l’entraide et la collaboration qui caractérisent le tra-

vail quotidien des maîtres de langues, des chargés de cours, des auxiliaires d’enseignement et des employés de soutien de l’École de langues. Et pour Danielle Vaillancourt, côtoyer les étudiants et être témoin de leurs progrès demeure un réel plaisir. « Il survient toujours un moment, dans l’apprentissage d’une langue, où l’étudiant se bute à la difficulté de “se mettre la langue en bouche”, à la difficulté de concrétiser verbalement ce qu’il possède en théorie. Lorsque l’étudiant surmonte cette difficulté et que je vois l’émerveillement sur son visage, je suis chaque fois impressionnée, émue», explique-t-elle avec fierté ●



Photos : Nathalie St-Pierre
Danielle Vaillancourt, maître de langue en espagnol.

L’École de langues à la croisée des chemins

L’École de langues est passée de 4 500 inscriptions-cours à sa création en 1997 à environ 16 000 inscriptions-cours en 2004. Elle offre à ce jour des certificats, programmes courts, mineurs, concentrations et cours à la pièce dans 12 langues : français, allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, italien, japonais, portugais, russe, vietnamien et langue des signes québécoise. Et même si elle compte dans ses rangs une vingtaine de maîtres de langue, une centaine de chargés de cours, environ 80 auxiliaires d’enseignement (moniteurs de langue) et une trentaine d’employés de soutien, elle ne possède plus les structures suffisantes pour faire face à la demande.

Gladys Benudiz, maître de langue et directrice-adjointe, explique l’essoufflement généralisé que ressentent les employés de l’École par les efforts que demande l’encadrement d’une clientèle souvent composée d’étudiants étrangers, peu familiers avec les structures de l’UQAM et requérant plus d’attention.

Puisqu’une réflexion semblait s’imposer, un comité d’études a été mis sur pied quelques mois après le renouvellement de la convention collective des maîtres de langue afin de se pencher sur l’organisation de l’École. Il réunissait des membres de la direction de l’UQAM, de l’École de langues et du SPUQ. Ce comité doit déposer ses recommandations à la direction de l’UQAM au cours de l’automne.

Par ailleurs, il est déjà confirmé que l’École de langues sera relocalisée dans le nouveau pavillon universitaire du projet d’aménagement de l’«Îlot Voyageur» (Berri-de Maisonneuve). Elle bénéficiera alors du double de l’espace qu’elle occupe présentement au pavillon J.-A.-DeSève.

Exposition virtuelle sur le sport

Le Service des archives et de gestion des documents de l’UQAM vous invite, depuis juin dernier, à visionner l’exposition virtuelle intitulée *Vive le sport ! ...du sport de la raquette aux olympiades modernes !* Accessible sur le site www.archives.uqam.ca/expositions, cette exposition regroupe 1 000 pièces puisées à même les fonds et les

collections d’archives de l’UQAM dans le domaine du sport, de l’éducation physique, du plein air et des loisirs. On s’y laisse guider, au gré de photos ou de films, des origines de la pratique du sport chez les Canadiens jusqu’à la consécration de Montréal à titre de ville olympique à vocation internationale.

PUBLICITÉ

Sommet de l’ONU – Globalement un échec !

Claude Gauvreau

Un texte de 35 pages. Voilà ce qui a été adopté par le sommet des 191 États membres de l’ONU à l’occasion du 60^e anniversaire de l’organisation. Un «document de compromis» qui évacuait la plupart des espoirs formulés par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, dans le plus ambitieux projet de réforme de l’ONU depuis sa création en 1945.

Pour Charles-Philippe David, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, le sommet constitue, globalement, un échec. Pourtant, l’ONU demeure toujours pertinente, affirme-t-il. «Si elle n’existait pas, il faudrait l’inventer. Comme l’a déclaré un jour Henry Cabot Lodge, un ancien ambassadeur américain auprès des Nations unies, l’ONU est vouée non pas à nous emmener au paradis, mais à nous sauver de l’enfer», rappelle M. David.

Du développement...

Le sommet devait donner, notamment, une impulsion nouvelle aux Objectifs de développement du millénaire (ODM) qui, rappelons-le, consistaient en une série d’engagements pris par la communauté internationale en 2000 pour réduire la pauvreté dans le monde : diminuer de moitié le nombre de personnes vivant avec moins de 1\$ par jour, rendre l’éducation primaire universelle, réduire la mortalité infantile, promouvoir l’égalité des sexes et combattre les grandes épidémies ou maladies endémiques comme le sida et la malaria.

Dans le document de compromis, toute référence aux ODM a été effacée, observe M. David. «Ces objectifs étaient non seulement perçus comme étant de gauche mais ne correspondaient pas à l’agenda des néo-conservateurs au pouvoir aux États-Unis. Pour contrecarrer la position américaine, il faudrait une volonté politique et une formidable mobilisation de la



Photo : ONU

Réunion du Conseil de sécurité de l’ONU.

part des pays européens, du Japon et du Canada.»

Le fameux objectif selon lequel les pays membres de l’ONU devraient consacrer 0,70 % de leur PIB à l’aide au développement a aussi été rejeté dans les faits. «L’immense majorité des pays développés, y compris le Canada, n’assument pas leurs responsabilités alors qu’une douzaine de pays dans le monde se trouvent dans une situation d’extrême urgence, constate le professeur. C’est sûrement un des grands échecs du sommet.»

Certains observateurs ont souligné par ailleurs qu’en matière de développement économique et social, le centre de gravité des prises de décisions collectives a glissé peu à peu des mains de l’ONU vers un ensemble d’organismes qui court-circuitent l’Assemblée générale : la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l’Organisation mondiale du commerce.

...aux droits humains

Le sommet a approuvé la création d’un Conseil des droits de l’homme pour remplacer l’ancienne commission du même nom. Comme le rappelle M. David, la commission était discréditée par la participation aux prises de décision d’États répressifs tels que la Chine, la Libye ou le Pakistan. «Le nouveau Conseil, dont il reste à définir le mandat, sera élu par l’Assemblée générale de l’ONU et ses représentants proviendront de pays démocratiques, précise M. David. C’est une bonne nouvelle, mais reste à savoir s’il aura le pouvoir de faire respecter les conventions existantes en matière de respect des droits humains.»

On a aussi proposé la formation d’une Commission de consolidation de la paix qui pourrait mieux coordonner le travail des agences onusiennes afin d’apporter une aide de nature économique, politique et humanitaire aux États en déroute. «Au Timor oriental et au Kosovo, l’ONU a contribué à la consolidation de la paix, même si on en parle peu dans les médias. Mais cette nouvelle commission aura besoin de ressources car les opérations de maintien de la paix coûtent près de 4 milliards \$ par année», souligne M. David.

Au cours du sommet, l’ONU a

fait avaliser la notion de «responsabilité des États de protéger» les populations dans des cas de génocide, de crimes de guerre ou de crimes contre l’humanité. «Sur le plan du droit international, c’est un progrès, affirme M. David, car cette norme va à l’encontre de la sacro-sainte souveraineté des États. Espérons qu’elle sera enchâssée dans la Charte onusienne.»

La lutte contre le terrorisme pose également des défis de taille au combat pour le respect des droits humains, poursuit M. David. Selon lui, on doit admettre que l’ONU a accompli un bon travail pour harmoniser les politiques des divers pays afin de contrer le financement des activités terroristes. «Mais si on veut que l’organisation devienne un centre de coordination dans la lutte contre le terrorisme international, il faudrait d’abord reconnaître qu’elle est la seule apte à juger les actes terroristes, ce à quoi les États-Unis s’opposent, puis qu’elle dispose d’un système de renseignements permettant de prévenir des attentats», ajoute-t-il.

À ses étudiants qui considèrent que l’ONU est complètement dépassée, Charles-Philippe David demande d’expliquer pourquoi 60 000 casques bleus sont déployés sur la planète. «Que se passerait-il si, du jour au lendemain, on décidait de les retirer ? S’il y a moins de guerres inter-étatiques actuellement, c’est dû en partie à la présence de l’ONU dans certaines régions du monde. À la frontière entre l’Éthiopie et l’Érythrée, pour ne citer que cet exemple, le travail peu spectaculaire mais essentiel du personnel de l’ONU contribue à favoriser la négociation plutôt que l’affrontement.»

Cela dit, comme bien d’autres experts, Charles-Philippe David constate qu’au terme de ce sommet tout reste à faire, ou presque, pour assurer une réforme en profondeur de l’ONU. «Je ne m’attendais pas au paradis, mais on ne s’est pas suffisamment éloigné de l’enfer», conclut-il ●

Pour comprendre les enjeux de la réforme

Au cours des prochaines semaines, la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques organisera une série de conférences pour débattre des principaux thèmes de la réforme de l’ONU, tout en privilégiant une question centrale : «réformer ou reformer, quelle est la pertinence des Nations unies aujourd’hui ?» Les discussions se dérouleront en présence de nombreux chercheurs, journalistes et experts d’ici et d’ailleurs.

- Jeudi 6 octobre, à 18h30 : «Réformer ou reformer». Conférence d’ouverture de l’ambassadeur canadien Allan Rock, Mission permanente du Canada auprès des Nations unies;
- Jeudi 13 octobre, à 18h : «Vers une nouvelle sécurité collective». Conférence d’ouverture de Peter Leuprecht, Représentant spécial du secrétaire général pour les droits de l’homme au Cambodge;
- Jeudi 10 novembre, à 18h30 : «Gouvernance et dignité». Conférencier à confirmer;
- Jeudi 24 novembre, à 18h30 : «Responsabilité de protéger et travail humanitaire». Conférence d’ouverture de Paul Heinbecker, directeur du Center for Global Relations, Governance and Policy (Université Wilfrid Laurier);
- Jeudi 26 janvier, à 18h30 : «Les grandes puissances peuvent-elles (veulent-elles) sauver l’ONU ?». Conférence d’ouverture de Louise Fréchette, vice-secrétaire générale aux Nations unies.

À noter que toutes les conférences se tiendront à l’amphithéâtre SH-2800 du pavillon Sherbrooke, situé au 200, Sherbrooke Ouest (métro Place-des-Arts).

Les impacts réels du commerce équitable

Marie-Claude Bourdon

Le prix du thé, comme celui d'autres denrées telles que le café et le cacao, ne finit pas de chuter à l'échelle internationale. La multiplication de l'offre et la concentration de la demande entre les mains de quelques géants de l'alimentation contribuent à maintenir la pression à la baisse sur les prix payés aux producteurs. Dans un pays comme l'Inde, où l'industrie du thé constitue le second employeur avec plus de un million de travailleurs, cette dégringolade est catastrophique. De nombreuses plantations ferment leurs portes, privant les paysans de leurs revenus et des services essentiels.

«Souvent installées dans des zones montagneuses éloignées, les plantations ne sont pas que des unités de production, expliquent les étudiantes à la maîtrise en sciences de l'environnement Saleema Hutchinson et Karine Filiatrault. Héritées du passé colonial de l'Inde, ce sont de véritables institutions légalement obligées de fournir tous les services de base aux travailleurs et à leurs familles, que ce soit le logement, l'eau potable ou les services sanitaires. Mais avec la crise du thé, les plantations s'acquittent de moins en moins de ces obligations.»

Pendant deux mois, à l'hiver 2004, les deux étudiantes ont vécu dans les montagnes du Nilgiri, dans le Tamil-Nadu, une province du sud de l'Inde. Leur objectif : effectuer une recherche qualitative portant sur les impacts du commerce équitable dans les plantations de thé. Côtayant de près les paysans, elles ont pu constater l'immense pauvreté dans laquelle ces gens sont confinés. Comme chez les producteurs de café, l'apparition du commerce équitable ne change pas le monde, sauf que...

De meilleurs services

«Les paysans des plantations qui vendent une partie de leur récolte sur le marché équitable ne sont pas plus riches, mais ils ont accès à des services de meilleure qualité», dit Karine, expliquant que les revenus supplémentaires engrangés grâce au commerce équitable sont versés dans un fonds géré par un comité de travailleurs. Ce fonds permet de subventionner différents programmes alimentaires, sanitaires ou éducatifs. «Pour eux, l'espoir de voir leur enfant devenir ingénieur, infirmière ou informaticien, c'est très important car cela signifie qu'il ne travaillera pas sur la plantation», ajoute la jeune femme. Les deux étudiantes sont revenues

de leur périple indien encore plus convaincues de la nécessité de changer les règles du commerce mondial. «Dans les plantations, seulement une toute petite partie – de 1 à 4 % – de la production annuelle est vendue sur le marché équitable et le reste est écoulé à des prix dérisoires», dit Saleema.

Pourtant, le thé qu'on achète dans le commerce n'est pas particulièrement bon marché, observe Corinne Gendron, titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable. «Si les prix payés aux producteurs sont si bas, c'est parce que les quelques grands joueurs qui contrôlent la demande captent toute la valeur ajoutée du produit.»

Une campagne éducative

De mai 2004 à mai 2005, Karine et Saleema ont mené une campagne éducative intitulée *Justice à l'heure du thé* pour faire la promotion du thé équitable. Elles ont organisé des présentations audiovisuelles, des conférences et diverses activités de sensibilisation. En mai dernier, leurs efforts ont été récompensés par le 2^e prix, catégorie sciences sociales, du Salon national de la recherche universitaire.

«Depuis quelques années, le commerce équitable a pris beaucoup



Photo : Michel Giroux

Les étudiantes à la maîtrise en sciences de l'environnement Saleema Hutchinson et Karine Filiatrault veulent faire connaître le thé équitable.

d'ampleur en Amérique du Nord et cela crée une ouverture pour de nouveaux produits», dit Karine. Moins connu au Québec que le café, le thé équitable est consommé depuis plusieurs années en Grande-Bretagne, ajoute Saleema. Chez les Anglais, l'«heure du thé» fait partie des mœurs.

Cette popularité croissante a toutefois des limites. «Les parts de marché détenues par les produits équitables demeurent marginales», souligne Corinne Gendron. L'influence du marché équitable sur les prix du thé négociés dans les grandes bourses de Londres ou de Calcutta est nulle.

Mais selon la professeure, l'impact des produits équitables se fait sentir à un autre niveau. «Ils amènent une transformation au niveau de

l'imaginaire des acteurs, affirme-t-elle. L'existence même de la filière équitable démontre qu'il est possible de payer les producteurs deux fois plus cher pour un produit, de vendre celui-ci au consommateur à un prix qui n'est pas tellement plus élevé et de faire quand même des profits. C'est une forme de négation de la fatalité de la loi du marché qui prouve qu'il est possible de faire du commerce international tout en étant plus juste à l'égard des pays du Sud. Et les consommateurs du Nord sont sensibles à cela : ils commencent à faire pression sur les entreprises pour des produits plus éthiques et plus responsables.»

Suite en page 6 ►



Photo : Justice à l'heure du thé

Des femmes font la cueillette dans une plantation de thé de la province du Tamil-Nadu, en Inde.

PUBLICITÉ

«Faire de la recherche est beaucoup plus facile ici»

Claude Gauvreau

■ Il faut posséder un certain courage et beaucoup de détermination quand on décide de quitter sa famille et son pays afin d’aller étudier dans un pays étranger. C’est le cas de Marine da Silva Bello Flores qui poursuit actuellement ses études de doctorat en informatique cognitive à l’UQAM.

Lorsqu’elle quitte le Brésil, où elle est née, pour venir s’établir au Québec en juillet 2003, Marine Bella Flores ne parlait que le portugais. «J’ai appris le français en suivant des cours tout en faisant mes études de doctorat... mais je pense encore en portugais. Quand on vit dans un autre pays et que l’on apprend sa langue, on doit s’habituer à vivre autrement», raconte-t-elle.

Professeure d’informatique à l’Université privée de Feevale, située près de Porto Alegre, Marine a pu s’inscrire à l’UQAM grâce à une entente de coopération entre les deux établissements et à une bourse du Bureau de la coopération internationale. Elle était venue au Québec une première fois en janvier 2003 et Gilles Gauthier, le doyen de la Faculté des sciences, l’avait invitée à revenir pour entreprendre un doctorat. «J’avais aussi été séduite par la diversité culturelle de Montréal, une dimension qui rejoignait mes intérêts de recherche», souligne Marine.

Un environnement de recherche différent

L’étudiante brésilienne s’intéresse au domaine de l’intelligence artificielle. Son projet de recherche porte sur la conception d’interfaces informatiques, dites «intelligentes», dans le but de les



Photo : Michel Giroux

Marine da Silva Bello Flores, étudiante au doctorat en informatique cognitive.

adapter à différents besoins culturels dans un contexte d’enseignement à distance. Il s’agit d’un champ de recherche nouveau dans lequel oeuvrent peu de chercheurs.

Quand on est Brésilien, Chinois ou Arabe, le rapport à l’ordinateur et à l’univers de l’informatique n’est pas forcément le même, sans compter que l’omniprésence de l’anglais peut constituer une barrière, explique Marine. «Ce qui m’intéresse, c’est de comprendre comment on peut créer un environnement d’apprentissage à distance adéquat, en utilisant un langage et des symboles qui tiennent compte de la diversité culturelle.»

Au fil de ses travaux à l’Université

et à travers sa participation à de nombreux séminaires et conférences, Marine s’est aussi familiarisée avec un autre environnement de recherche marqué par l’abondance des sources d’information et la qualité des infrastructures. Elle craint, quand elle sera de retour dans son pays, de ne pouvoir mettre à profit toutes les connaissances qu’elle a acquises en raison de conditions de recherche plus difficiles. «Au Brésil, on trouve deux types d’universités. Les établissements privés, réservés à une minorité, qui se financent à même l’argent des frais de scolarité déboursés par les étudiants et les universités publiques, gratuites et financées par l’État, où les professeurs

sont mal payés et les ressources, telles les bibliothèques, insuffisantes. Ici, les professeurs ont au moins la chance de disposer de temps pour leurs recherches.»

Des images stéréotypées

Depuis son arrivée au Québec, Marine a pu constater certaines ressemblances entre les Brésiliens et les Québécois, deux peuples fiers avec une identité culturelle forte. «Si je compare avec mon pays où l’esprit communautaire est très développé, le mode de vie nord-américain est plutôt individualiste. Mais nous avons au moins un point en commun : sur le continent latino-américain, il n’y a

qu’au Brésil où l’on parle le portugais et vous êtes les seuls à parler le français en Amérique du Nord.»

La professeure brésilienne a aussi observé que l’image de son pays véhiculée au Québec était parfois quelque peu folklorique. Pour certains Québécois, le Brésil serait le pays des femmes faciles, de la samba, des carnivals et du soccer, affirme-t-elle. «Voilà des images stéréotypées entretenues par les médias ou la publicité. Les Brésiliens qui voyagent à l’étranger peuvent contribuer à changer ces perceptions superficielles.»

Le Brésil, le plus grand pays d’Amérique latine, avec ses 180 millions d’habitants, est devenu une puissance économique parmi les pays du Sud et a fait d’importances percées dans divers domaines comme ceux de la médecine et de l’ingénierie, rappelle Marine. «Évidemment, nous avons nos propres problèmes. Il y a encore beaucoup à faire en matière de justice sociale pour que les plus pauvres et les populations autochtones parviennent à sortir de leur marginalité. Au Québec, la plupart des gens disposent d’un minimum vital pour vivre, ce n’est pas le cas dans mon pays.»

Même si elle se plaît au Québec, Marine devra retourner dans son pays en 2006 et retrouver ses étudiants. «J’ai trois grands garçons âgés de 18, 20 et 22 ans qui aspirent à venir étudier à Montréal et un mari qui me visitera en décembre prochain lors de ses vacances. Heureusement, je communique avec eux chaque jour par Internet. Cela n’enlève pas le mal du pays, mais rend la distance moins difficile à vivre.» ●

Laurent Fabius à l’UQAM



Photo : Jean-François Leblanc

Figure marquante du Parti socialiste français, l’ex-premier ministre Laurent Fabius était à l’UQAM le 26 septembre dernier pour prononcer une conférence sur l’avenir du projet européen. Le politicien a tracé un historique de la Communauté européenne et a décrit les scénarios qu’il entrevoit quant à l’avenir de l’Europe

depuis le «non» français au référendum du printemps dernier portant sur le projet de Constitution européenne. Présentée par l’Institut d’études internationales de Montréal, la conférence, intitulée *L’Union européenne : situation et perspectives*, s’est tenue au Studio-théâtre Alfred-Laliberté du pavillon Judith-Jasmin.

Dans l’ordre habituel, on reconnaît Mme Danielle Laberge, vice-rectrice à la vie académique et vice-rectrice exécutive, M. Laurent Fabius et M. Peter Leuprecht, professeur au Département des sciences juridiques et directeur de l’Institut d’études internationales de Montréal.

► IMPACTS – Suite de la page 5

Un des problèmes du commerce équitable, c’est que les grands joueurs de l’industrie alimentaire récupèrent l’intérêt des consommateurs en créant leurs propres marques «équitables» qui ne respectent pas les normes établies par les organismes internationaux de certification tels que le Fair Trade Labelling Organization (FLO). «Pour justifier la mention «équitable» qu’ils mettent sur leurs produits, certaines se contentent d’offrir quelques bourses d’études aux enfants, dit Corinne Gendron. C’est de la charité traditionnelle, rien de plus.»

En concevant leur campagne, Karine et Saleema voulaient que les

consommateurs québécois puissent mettre un visage sur les produits qu’ils achètent au supermarché. «En plus des informations sur le marché mondial du thé, nous avons utilisé beaucoup de documents audiovisuels pour montrer les conditions de vie et de travail dans les plantation, racontent les étudiantes. Les statistiques sont importantes, mais il faut aussi faire appel à l’humanisme des consommateurs et à leur conscience morale pour les convaincre de choisir des produits plus équitables pour les producteurs.» ●

RÉAGISSEZ À CET ARTICLE!
journal.uqam@uqam.ca

PUBLICITÉ

Le multimédia, un univers hybride en constante évolution

Le journal présente le premier volet d'un dossier qui tentera de cerner les contours d'une industrie en constante évolution, celle du multimédia. Les deuxième et troisième volets seront consacrés au rôle que joue l'UQAM dans la formation de professionnels du multimédia, à travers notamment ses programmes d'études en médias interactifs et au travail de ses chercheurs au sein d'HEXAGRAM, le plus important consortium universitaire canadien dédié à la recherche-crédation en arts médiatiques.

Claude Gauvreau

DOSSIER

Le terme multimédia est connu de tous mais souvent employé à toutes les sauces. Pour certains, c'est un mot passe-partout qui est à la source de multiples confusions. Pour d'autres, c'est un univers aux frontières floues ou encore un nouvel Eldorado technologique. Qu'en est-il au juste ?

Selon la définition la plus répandue, le terme multimédia renvoie à la manipulation simultanée, au moyen d'outils informatiques, de sons, d'images (fixes ou animées) et de textes. Ces contenus sont diffusés sous forme numérique, dans des environnements de communication interactifs tels que le réseau Internet ou d'autres types de supports : cédéroms, DVD, disquettes, etc.

Selon Alliance numériQC, organisme de promotion et de soutien de l'industrie québécoise des contenus numériques interactifs, le multimédia regrouperait cinq grands secteurs :

- Les services et applications Internet : conception de sites et d'outils Web, commerce électronique, etc.;
- Les jeux électroniques et le divertissement;
- L'animation 2D et 3D : développement de logiciels pour jeux interactifs, effets spéciaux pour le cinéma, la publicité et la télévision;
- Le *elearning* : fournisseurs d'outils informatiques, de services ou de contenus;
- L'éducation et la culture : contenus numériques éducatifs en milieu scolaire, arts médiatiques, etc.

«Il est difficile de saisir avec précision l'évolution de l'industrie du multimédia au Québec car les officines gouvernementales sont portées à la fondre dans l'ensemble des technologies de l'information et de la communication. Mais il reste que c'est une industrie en expansion qui bouge très rapidement», explique Harold Gendron, coordonnateur de la veille et de l'information de marché chez Alliance numériQC. D'après les données d'Alliance, on compterait au Québec de 800 à 1 200 entreprises

comptant des revenus annuels de 700 à 800 millions \$, concentrées principalement à Montréal et regroupant près de 10 000 emplois.

Jeux électroniques : l'avenir est prometteur

Si le créneau des services et applications Internet vient au premier rang dans l'industrie au chapitre du chiffre d'affaires (335 millions \$), du nombre d'entreprises (500) et des emplois (5 000), celui des jeux électroniques semble être particulièrement prometteur. En 2003, il a généré plus de ventes à l'échelle mondiale (au-delà de 25 milliards \$ US) que l'industrie du cinéma (20 milliards \$ US).

Une étude réalisée en avril 2005 par *TECHNOCompétences*, une organisation sans but lucratif vouée au soutien de la main-d'œuvre dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, affirmait que l'industrie des jeux électroniques connaît une forte croissance et a choisi Montréal comme terre d'élection. La métropole s'est positionnée sur la carte mondiale de l'industrie grâce au développement d'entreprises locales comme A2M, mais aussi grâce à l'arrivée d'Ubisoft en 1997, puis à celle de Gameloft et d'Electronic Arts. Ces dernières peuvent s'appuyer également sur des entreprises de conception de logiciels d'animation et d'effets spéciaux telles que Discreet et Softimage.

Le secteur comprendrait actuellement une quarantaine d'entreprises au Québec, dont la plupart ont été créées au cours des dix dernières années, et près de 2 500 emplois concentrés (85 %) à Montréal. On prévoit que ce nombre devrait s'accroître au rythme annuel d'environ 600 nouveaux emplois dans les années à venir, ajoute l'étude.

Toutefois, certains facteurs pourraient freiner l'essor de l'industrie des jeux. Montréal n'aurait pas la capacité de former un nombre suffisant de diplômés pour répondre à la demande croissante des entreprises locales. La majorité des entreprises québé-

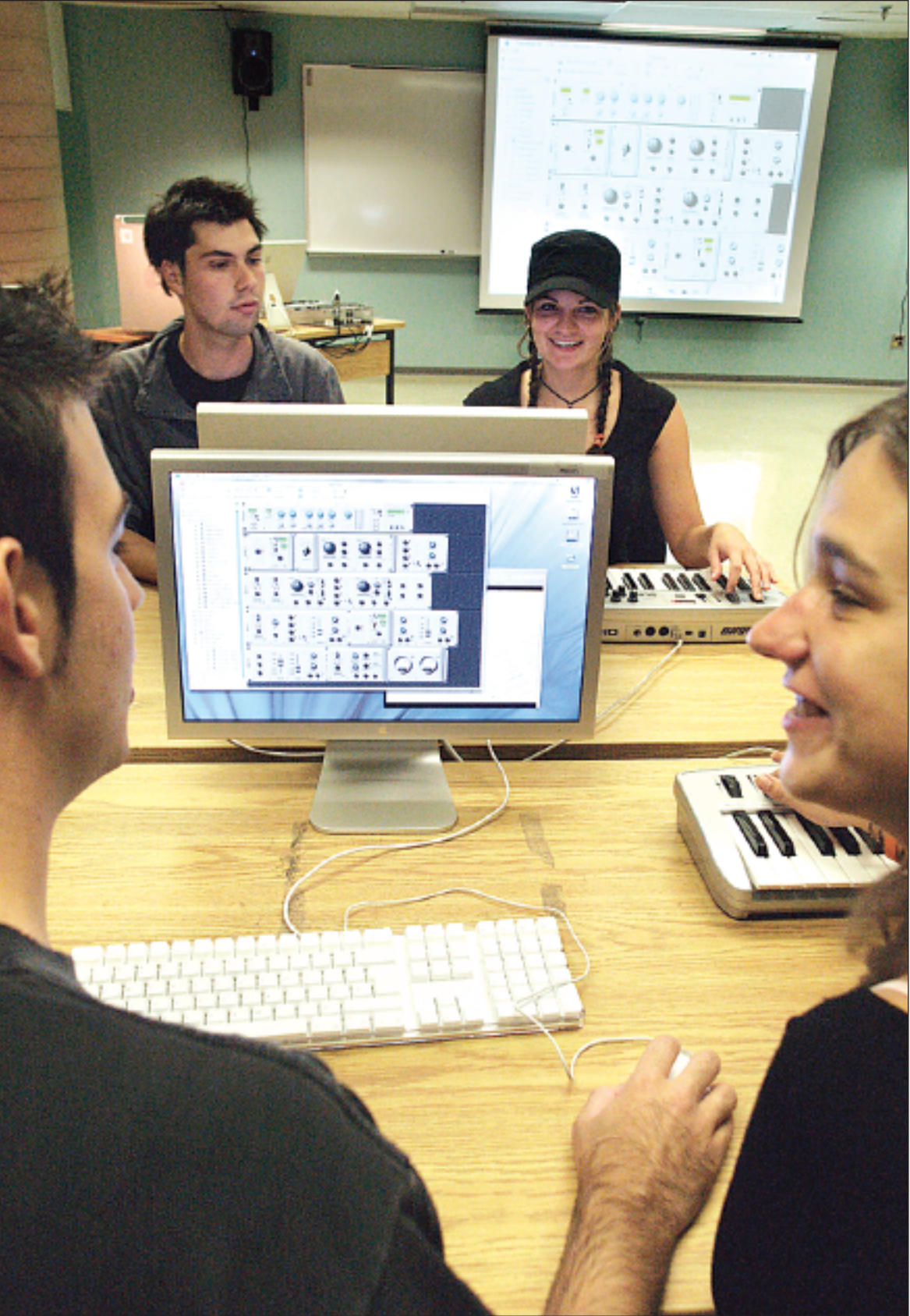


Photo : Nathalie St-Pierre

Des étudiants du baccalauréat en médias interactifs travaillent à combiner images et sons.

coises restent fragiles sur le plan financier, les coûts de production ne cessant d'augmenter et les succès étant difficiles à prévoir. Enfin, le capital de risque, d'une importance cruciale aux étapes de pré-développement et de développement, se fait rare.

De nombreuses attentes

Il y a quelques années, le gouvernement du Québec élaborait un programme de financement afin d'en-

courager les entreprises à venir s'installer dans la Cité du multimédia à Montréal. Les établissements pouvaient ainsi obtenir un crédit d'impôt équivalent à 40 % des salaires versés aux employés admissibles, jusqu'à concurrence de 15 000 \$ par année et par employé. «L'objectif consistait surtout à revitaliser un secteur urbain et on a investi beaucoup d'argent dans le béton, souligne Harold Gendron d'Alliance numériQC. Aujourd'hui, la Cité rassemble une soixantaine d'entreprises dont certaines ne sont pas spécialisées dans le domaine du multimédia. On n'a créé que la moitié des 10 000 emplois promis au départ. Bref, l'éden que l'on avait annoncé ne s'est pas concrétisé.»

Aux yeux d'Alliance numériQC, le Québec représente une force en culture numérique, tant sur le plan technologique qu'artistique. Mais les dirigeants de l'industrie souhaitent que l'État élabore une stratégie québécoise de développement. Sur le plan du financement, on réclame des fonds spécifiques, un relèvement des programmes de crédits d'impôt et des in-

citatifs favorisant la participation du capital de risque. L'industrie plaide également en faveur d'un soutien renforcé de la part de l'État en matière de commercialisation locale et internationale des produits québécois. «Dans le secteur des jeux interactifs, par exemple, les coûts de la commercialisation d'un produit sont souvent trois à dix fois plus élevés que ceux de sa production», observe M. Gendron.

Enfin, l'industrie a besoin d'une main-d'œuvre de mieux en mieux formée et spécialisée. «Les entreprises ne veulent pas seulement recruter de bons techniciens, mais aussi des diplômés de programmes de baccalauréat ou de maîtrise capables de faire preuve de créativité et d'innovation, que ce soit en matière de gestion de projets, de conception, de scénarisation, d'infographie, d'animation 3D ou de programmation», conclut M. Gendron •

Progrès social et diversité culturelle

L'UQAM sera l'hôte du 2^e colloque Canada-Brésil en communications qui aura lieu les 11 et 12 octobre prochains. Organisé conjointement par la Société brésilienne des études interdisciplinaires en communications et le Groupe de recherche interdisciplinaire sur la communication, l'information et la société de l'UQAM (GRICIS), le colloque aura pour thème

central le progrès social et la diversité culturelle dans le contexte des discussions visant à créer une zone de libre-échange entre les pays des Amériques.

Les résultats de recherche et les analyses qui y seront présentés traiteront entre autres : des points de vue canadien et brésilien sur l'importance des politiques sociales, cultu-

relles et communicationnelles; d'accord international pour protéger et promouvoir la diversité culturelle; des langues comme instruments de communication et d'expression; de la production audiovisuelle au Brésil, au Canada et au Québec, etc.

SUR INTERNET

www.er.uqam.ca/nobel/gricis/even

Oméga-3 : pas la panacée que l’on croyait !

Dominique Forget

Si vous n’avez jamais entendu parler des vertus des omega-3, vous vivez sûrement sur une autre planète. Des quotidiens aux magazines féminins en passant par *Guérir* – le très populaire ouvrage du Dr David Servan-Schreiber –, pratiquement toutes les voix s’unissent pour vanter les propriétés quasi-miraculeuses de ces acides gras qu’on trouve principalement dans les poissons. On dit d’eux qu’ils préviennent les maladies du cœur et l’hypertension, protègent le système nerveux et aident même à rétablir l’équilibre émotionnel !

Des travaux menés par Aline Philibert, stagiaire postdoctorale sous la direction de la professeure Donna Mergler, risquent toutefois de tempérer les ardeurs des partisans des oméga-3. En effet, les recherches qu’elle mène actuellement auprès de groupes de pêcheurs de la région du lac Saint-Pierre et de l’Abitibi n’ont montré à ce jour aucun effet des oméga-3 sur la diminution de la pression sanguine – ou l’hypertension – de ses sujets. En revanche, les oméga-3 préviendraient bel et bien les maladies cardiovasculaires. Mais cet effet protecteur se ferait davantage sentir chez les hommes que les femmes, constat qui n’avait jamais été fait auparavant.

Les Inuits et les Japonais, des cas à part

Alors que le Québécois moyen consomme 100 grammes de poisson par semaine, les 260 sujets rencontrés par la chercheure en mangent 400 grammes. Mme Philibert admet que les poissons qu’ils pêchent ne sont pas les plus riches en oméga-3. «Au lac Saint-Pierre et en Abitibi, on prend surtout du doré et de la perchaude, souligne-t-elle. Or, il faut manger cinq dorés ou six perchaudes pour obtenir l’équivalent en oméga-3 d’une portion de saumon.»

Quoi qu’il en soit, des tests sanguins ont montré une concentration en oméga-3 légèrement supérieure à la moyenne dans le sang de ces sujets. En mesurant leur pression sanguine et en retraçant leur histoire médicale, la chercheure a pu constater certains impacts positifs sur la santé cardiovasculaire, mais rien de comparable à ce qui a déjà été observé chez les Inuits et les Japonais.

En effet, de nombreuses recherches ont montré que ces groupes n’étaient presque jamais atteints par les maladies cardiovasculaires. «Il faut savoir que ces populations consomment en moyenne 900 grammes de poissons par semaine, soit neuf fois plus que nous, souligne Mme Philibert. Et pas n’importe quels poissons. Ils mangent du phoque et de la baleine, les poissons les plus gras, donc les plus concentrés en oméga-3. En plus, ils en mangent depuis qu’ils sont tout petits.»

Poissons ou gélules ?

Les personnes à risque de maladies cardiovasculaires qui s’intéressent aux oméga-3 doivent donc savoir qu’il est nécessaire d’en ingérer d’importantes quantités pour pouvoir compter sur un effet bénéfique. On parle au minimum de deux portions par semaine d’un poisson bien gras comme le saumon, le maquereau, les sardines ou la truite. Il faut oublier les oeufs ou le lait qui affichent la mention «Riches en oméga-3» sur leur emballage, poursuit Mme Philibert. Les quantités contenues dans ces produits sont généralement minimes.

Les gélules ne sont pas fameuses non plus. Pour les produire, on mélange les oméga-3 à une autre molécule de synthèse qui neutralise une bonne partie de leur effet positif. En outre, les gélules renferment très souvent des oméga-6, un autre acide gras de la même famille. Or, ceux-ci sont déjà présents en trop grande quantité dans notre alimentation. On



Photo : Nathalie St-Pierre

Pour produire les gélules, on ajoute une molécule aux oméga-3 qui neutralise en partie leur effet positif.

les trouve entre autres dans l’huile de maïs, de tournesol ou de soja, dans les œufs entiers et dans le beurre. «Parce que les deux types de molécules se concurrencent, un excès d’oméga-6 nuit à l’utilisation optimale des oméga-3 par l’organisme, explique Mme Philibert. Idéalement, le ratio entre les oméga-6 et les oméga-3 doit se situer entre 1 et 4. Chez les Nord-Américains, il se situe entre 8 et 20 environ.»

Aline Philibert tient à préciser que bien d’autres recherches devront être menées pour mieux définir les bénéfices des oméga-3. Les différences homme-femme par exemple devront être approfondies. «Les oméga-3 sont certainement utiles, mais ils ne sont sûrement pas la panacée dont on parle dans les médias, précise-t-elle. Il faut poursuivre les études pour déterminer qui peut en bénéficier et de quelle façon.» ●

Vote massif en faveur des vice-rectrices



Photo : Laurence Labat

Danielle Laberge

Danielle Laberge, vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive, ainsi que Carole Lamoureux, vice-rectrice aux Études et à la vie étudiante, ont reçu un appui sans équivoque lors de la consultation en vue du renouvellement de leurs mandats respectifs. Mme Laberge a obtenu 93% des votes en faveur du re-



Photo : Nancy Lessard

Carole Lamoureux

professeurs et directeurs relevant des vice-rectrices académiques étaient invitées à se prononcer dans le cadre de cette consultation. Le Conseil d’administration de l’UQAM devrait officialiser lors de l’une de ses prochaines réunions le renouvellement de mandat des vice-rectrices Laberge et Lamoureux.

PUBLICITÉ

Saisir les enjeux de la communication politique

Pierre-Etienne Caza

Depuis quelques années, la circulation rapide de l’information a modifié les rapports entre les gouvernements et les citoyens. Ne pouvant plus faire fi de l’impact des médias sur l’opinion publique, la classe politique s’adresse de plus en plus à la population. Pour former des professionnels polyvalents capables de cerner les enjeux de ces processus de communication, l’UQAM offre, depuis l’automne 2004, un baccalauréat en communication, politique et société.

Cette formation bidisciplinaire, qui relève de la Faculté de science politique et de droit, s’intéresse à l’impact des différents médias sur les décisions politiques, à l’évolution de l’opinion publique, aux phénomènes de concentration des médias, de manipulation de l’information et aux dimensions éthiques de la construction des messages politiques.

«L’idée de départ était d’offrir un programme conjoint qui traite du rapport étroit entre la communication et la politique en sortant des cadres rigides établis par les programmes déjà existants dans les deux domaines» explique Jean-Guy Prévost, directeur du Département de science politique qui a travaillé à la mise en forme finale du programme en collaboration avec Catherine Saouter, professeure au Département des communications.

Une formation étoffée

Selon Isabelle Gusse, directrice du baccalauréat, l’ajout du terme *société* au titre du programme, qui le distingue de celui offert par d’autres établissements, n’est pas anodin. «J’ai entendu récemment Pauline Marois employer l’expression *réussir* l’indé-



Photo : Nathalie St-Pierre

Virginie Gauthier-Cousineau, étudiante au baccalauréat en communication, politique et société.

pendance plutôt que *faire* ou *réaliser* l’indépendance. Ce choix a forcément un impact sur la réception du message. C’est cela l’objet d’étude de la communication politique : essayer de comprendre pourquoi un message passe ou non auprès du public.»

Pour préparer adéquatement les étudiants à ce type d’analyse, la première année du programme est consacrée à la formation fondamentale en politique et en communication. «Il importe que la communication politique ne soit pas seulement axée sur la pratique, affirme Isabelle Gusse.

de 120 heures qui permet aux étudiants de mettre concrètement à l’épreuve les connaissances acquises au cours de leur formation.

Une deuxième cohorte

Le baccalauréat en communication, politique et société accueille cet automne une deuxième cohorte de 75 étudiants, alors que 25 étudiants de la première cohorte ont entamé leur deuxième année.

Même s’il attire des étudiants avec une cote R élevée, le programme constitue un deuxième ou un troisième choix pour beaucoup d’étudiants refusés en journalisme ou en relations publiques, admet Isabelle Gusse. «Mais ceux qui sont demeurés dans le programme après le premier trimestre, précise-t-elle, ce sont surtout les étudiants dont ce n’était pas le premier choix.» Selon elle, les étudiants sont séduits à la fois par l’arrimage réussi entre l’étude des théories de science politique et de communication, et par la formation pratique qui est offerte.

C’est le cas de Virginie Gauthier-Cousineau, étudiante de la première cohorte. «J’aimais déjà beaucoup les communications et j’aime de plus en plus la politique. Je ne changerais pas

de programme aujourd’hui», affirme celle qui a d’abord été refusée en relations publiques.

Inscrite à l’Université de Montréal en communication et politique, elle était sur la liste d’attente du baccalauréat en communication, politique et société. Lorsqu’elle a finalement reçu l’offre d’admission au mois d’août, elle a opté pour l’UQAM sans hésiter. Outre la situation géographique et l’excellente réputation de l’université dans le domaine des communications, Virginie affirme que le cheminement par cohorte qu’offre le programme n’a pas été étranger à sa décision. «Nous formons un groupe uni. J’ai toujours hâte d’aller à mes cours et ça, c’est très important pour moi», précise-t-elle.

Impliquée dans le comité de programme, elle a pu participer aux nécessaires ajustements que vit tout nouveau programme. «Par exemple, nous avons suggéré de scinder le cours *Médias, politique et société* en deux cours distincts, parce qu’il y avait beaucoup trop de contenu pour un seul cours. La deuxième cohorte profitera donc de notre expérience», affirme celle qui aimerait devenir relationniste ou agente de communication •

SUR LE CAMPUS

LUNDI 3 OCTOBRE

Centre d'écoute et de référence

«Semaine interculturelle de l’UQAM», jusqu’au **vendredi 7 octobre** de 9h à 18h.
Agora du pavillon Judith-Jasmin.
Renseignements :
987-8509
centre_ecoute@uqam.ca
www.ecoute.uqam.ca et
www.unites.uqam.ca/sinter

Faculté de science politique et de droit

Conférence : «Irak : perspectives politiques et implications pour le Canada», de 12h30 à 14h.
Conférencier : Ben Rowsell, diplomate invité à l’UQAM et ancien Chargé d’affaires du Canada en Irak.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-3316.
Renseignements :
Marie-Ève Desrosiers
987-3000, poste 7891
desrosiers.marie-eve@uqam.ca
www.pedc.uqam.ca

MARDI 4 OCTOBRE

CRIEC (Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnité et la citoyenneté)

Conférence : «Sous les feux de l’État sécuritaire : transnationalisme, citoyenneté et politique de sécurité

nationale canadienne post 11 septembre», de 12h30 à 13h45.
Conférencier : Chalmers Larose, CRIEC.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-5020.
Renseignements :
Ann-Marie Field
987-3000, poste 3318
criec@uqam.ca

SVE-Section Aide et soutien à l'apprentissage

Atelier : «Attention et concentration», de 12h30 à 14h, également les **5 et 6 octobre** aux mêmes heures et le **4 octobre** de 18h à 19h30.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-2180.
Renseignements :
Christian Bégin
987-3185
begin.christian@uqam.ca
www.uqam.ca/aide-apprentissage

UQAM Générations

Cafés-débats 50+ : «Sujet tiré de l’actualité sociale de l’automne», de 13h30 à 15h.
Pavillon Maisonneuve, salle B-R200.
Renseignements :
Chantal Lebeau
987-3000, poste 7784
lebeau.chantal@uqam.ca
www.generations.uqam.ca

MERCREDI 5 OCTOBRE

SVE-Section Orientation

Atelier de deux rencontres : «Choisir un autre programme», se poursuit le **12 octobre** de 9h à 12h. Également les **6 et 13 octobre, 11 et 18 octobre, 20 et 27 octobre** et **9 et 16 novembre**, aux mêmes heures et les **17 et 24 octobre** de 14h à 17h.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-2110.
Renseignements :
987-3000, poste 3185
smith.diane@uqam.ca

Réseau ESG UQAM

«Le Quartier international de Montréal : leadership et créativité», à 17h30.
Conférenciers : Clément Demers, directeur général, Quartier international de Montréal, Réal Lestage, associé principal, Daoust Lestage Inc., Architecture et design urbain.
Pavillon Athanase-David, salle D-R200.
Renseignements :
Tania Trottier-Pérusse
987-3000, poste 3711
trottier-perusse.tania@uqam.ca
reseau.esg.uqam.ca

PUBLICITÉ

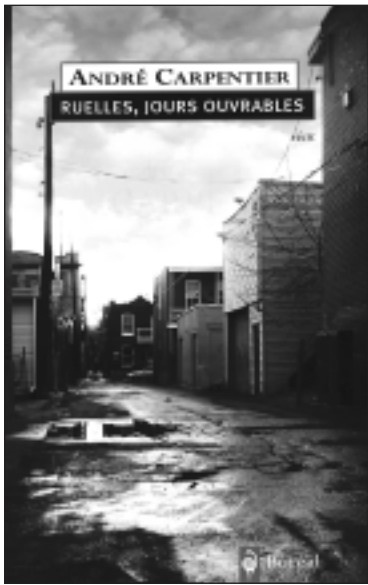
Suite en page 11 ►

L'art de la flânerie

«L'éclairage de souterrain, les ploc et les paf de gouttières, les odeurs de nature mouillée, les stores fermés sur des lueurs de réveil, la bicyclette cadénassée à une galerie, tout me paraît familier aussi bien qu'inédit.»

Dans *Ruelles, jours ouvrables*, André Carpentier, écrivain et professeur en études littéraires, partage sa fascination pour les ruelles de Montréal, son «promenoir», écrit-il, qui fait quelque 475 kilomètres. Chez cet auteur, les ruelles et leurs cours prennent notamment l'aspect d'un paysage originel à travers l'évocation des journées de son enfance lorsque lui et ses amis, après l'école, «déboulaient les escaliers et roulaient comme des dés sur le béton du territoire de leurs libertés enfantines.»

Pour André Carpentier, la ruelle est aussi un lieu de spontanéité et d'improvisation où l'errance de l'esprit cor-

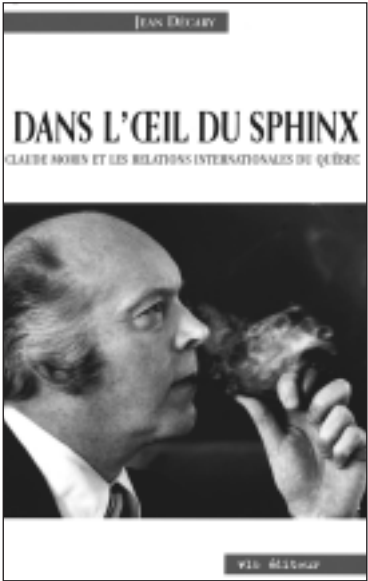


respond à l'errance des pas. Voici donc une chronique de ses flâneries, pouvant se lire par bribes, qui laisse le lecteur libre de son parcours. Paru chez Boréal éditeur.

Claude Morin dit «le sphinx»

Dans son ouvrage intitulé *Dans l'œil du sphinx*, le chercheur Jean Décary de la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec à l'UQAM étudie le parcours de l'un des principaux artisans de la Révolution tranquille et du développement des relations internationales du Québec : Claude Morin.

Plus de 20 ans après son départ de la politique, Claude Morin continue d'intriguer les observateurs. «Sphinx aux stratégies fumeuses», «éminence grise», «Machiavel de salon», «taupe fédéraliste», les surnoms pullulent



mais le mystère demeure entier : qui donc est Claude Morin ?

Il a surtout frappé l'imagination du public comme spécialiste des affaires fédérales-provinciales. Jean Décary souhaite que son ouvrage étende cette impression au secteur des relations internationales du Québec. En effet, dans les années 60 et 70, à titre de haut fonctionnaire, puis de ministre, Claude Morin a beaucoup contribué à affirmer et à consolider la présence du Québec sur la scène internationale. «Il aura patiemment multiplié les actions qui rendent aujourd'hui essentielle la paradiplomatie québécoise», écrit l'auteur. Publié chez VLB éditeur.

Voir la ville autrement

«Comprendre la ville aujourd'hui suppose, peut-être plus que jamais, l'adoption d'une perspective pluridisciplinaire», écrit le professeur Pierre



Delorme du Département d'études urbaines et touristiques, dans la présentation de *La ville autrement*, un

ouvrage collectif publié sous sa direction. En effet, la complexité des réalités urbaines en ce début de siècle exige que l'on envisage la ville sous de multiples aspects, parfois disparates en apparence mais toujours complémentaires, ajoute-t-il.

C'est ainsi que des sociologues, politologues, urbanistes, économistes et historiens se sont réunis pour comprendre la ville actuelle, ici et ailleurs dans le monde, tant dans ses dimensions théoriques que pratiques ...tout en soulignant des passages ignorés de son histoire.

L'imaginaire urbain, la solitude dans les villes, le patrimoine comme facteur de représentation et d'avenir de la ville, la présence des femmes et des groupes ethno-culturels dans les conseils municipaux, le phénomène des bidonvilles, figurent parmi les nombreux thèmes abordés. Un éclairage varié sur un sujet inépuisable qui interpelle les chercheurs de tous les horizons. Paru aux Presses de l'Université du Québec.

Le laboratoire du «bioart»

Les développements rapides des biotechnologies suscitent de vives réac-



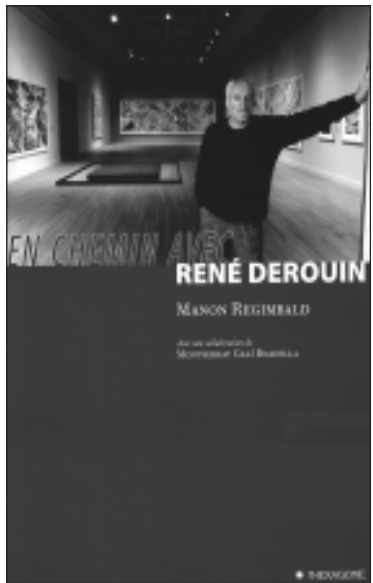
tions, y compris chez certains artistes qui soulèvent des questions dépassant largement le strict domaine de l'art. Dans l'ouvrage intitulé *Art et biotechnologies*, publié sous la direction des professeures Louise Poissant de l'École des arts visuels et médiatiques et Ernestine Daubner de l'Université Concordia, une vingtaine de théoriciens et d'artistes internationaux présentent des recherches et des réalisations artistiques situées au croisement de l'art, de la science et des systèmes artificiels.

Comme l'écrit un des collabora-

teurs de l'ouvrage, Hervé Fischer, en parlant des diverses formes du bioart : «L'époque du réalisme est révolue. Nous sommes entrés dans l'ère du numérique, de l'artificiel et du virtuel. Ce n'est plus au paysage de la nature que les artistes s'intéressent, mais à la nature de la vie.» En d'autres termes, on assisterait à l'émergence de formes d'art et d'esthétiques hybrides qui s'appliquent dorénavant au matériau du vivant et qui renouvellent le sens de l'activité artistique. Paru aux Presses de l'Université du Québec et aux publications de l'Université de Sainte-Étienne.

René Derouin : un artiste sur la route

Entre le Québec et le Mexique, entre le Nord et le Sud, entre les paysages de

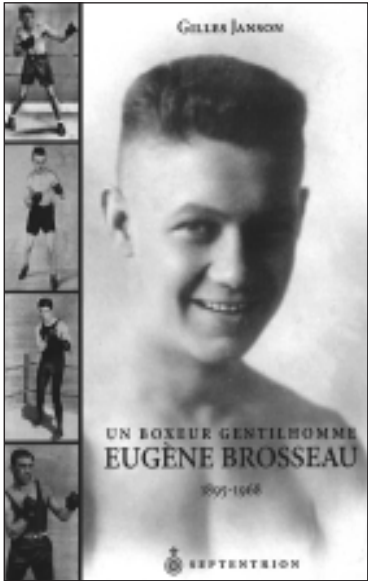


L'Amérique et les territoires intérieurs de l'artiste, René Derouin poursuit depuis 50 ans une démarche qui repousse les limites de l'art et des lieux. C'est cette démarche que Manon Régimbald, professeure associée au Département d'histoire de l'art, retrace et analyse dans un ouvrage intitulé *En chemin avec René Derouin*. Illustré de centaines de photos, documents et reproductions, ce très beau livre s'adresse autant aux spécialistes qu'aux amateurs. On y découvrira l'œuvre foisonnante et l'univers baroque de ce créateur que les neiges et la géographie du Grand Nord ont inspiré autant que les murales mexicaines et l'art précolombien. Graveur, peintre et sculpteur, René Derouin est un des artistes québécois les plus réputés dans le monde, principalement au Mexique où il séjourne régulièrement. L'historienne de l'art Montserrat Gali Boadella, chercheuse à l'Institut

des sciences sociales et humaines de l'Université de Puebla, au Mexique, a d'ailleurs signé un des textes de l'ouvrage. Ce livre qui est un plaisir pour les yeux est publié à l'Hexagone.

La vie d'un boxeur gentilhomme

En général, les boxeurs n'ont pas fréquenté l'université, ils ne sont pas nés dans la ouate, ne lisent pas *Le Devoir*



et n'apprécient pas particulièrement l'opéra. C'était pourtant le cas d'Eugène Brosseau, un fils de la petite-bourgeoisie montréalaise qui fut une véritable vedette du ring dans les années 1915-1935. Surnommé *Gentleman Gene*, le pugiliste avait une réputation qui s'étendait bien au-delà de nos frontières. En 1917, à San Francisco, il triomphait des meilleurs boxeurs amateurs poids moyens des États-Unis. En 1919, il s'apprêtait à devenir champion du monde de sa catégorie quand des problèmes de santé mirent fin à son ascension, puis à sa carrière de combattant. Professeur de boxe à la Palestre nationale et *manager* de boxers professionnels, Eugène Brosseau n'a toutefois jamais quitté le ring. Bibliothécaire à l'UQAM et auteur passionné par l'histoire du sport au Québec, Gilles Jeanson fait renaître cette figure oubliée de la boxe québécoise. Son livre, abondamment documenté, est agrémenté de nombreuses photographies d'archives. *Un boxeur gentilhomme. Eugène Brosseau. 1895-1968*, publié chez Septentrion.

JEUDI 6 OCTOBRE

CELAT-UQAM (Centre interuniversitaire sur les lettres, les arts et les traditions)

Coloque : «Tabac et fumées : regards multidisciplinaires sur l'histoire du tabagisme», de 9h30 à 16h30.
Nombreux conférenciers.
Pavillon Athanase-David, salle D-R200.
Renseignements :
Caroline Désy
987-3000, poste 1664
desy.caroline@uqam.ca

SVE-Section Aide et soutien à l'apprentissage

Atelier de trois rencontres : «La lecture efficace», se poursuit les **13 octobre** et **20 octobre** de 9h30 à 11h30.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-2110.
Renseignements :
Christian Bégin
987-3000, poste 3185
begin.christian@uqam.ca
www.uqam.ca/aide-apprentissage

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

«La réforme des Nations unies : le passé et l'avenir d'une illusion», de 12h30 à 14h.
Conférenciers : Pierre de Senarclens, professeur, Université de Lausane, Christian Deblock, directeur du Centre Études internationales et Mondialisation (UQAM).
Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).
Renseignements :
Guy-Joffroy Lord
987-3000, poste 6781
lord.joffroy@uqam.ca
www.dandurand.uqam.ca

Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie

«La raison populiste d'Ernesto Laclau», de 12h30 à 14h.
Conférencier : Emilio de Ipola, professeur, Faculté des sciences sociales, Université de Buenos Aires.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-5020.
Renseignements :
Pierre-Paul St-Onge
987-3000, poste 4897
chaire.mcd@uqam.ca
www.chaire-mcd.ca

SVE-Les Réseaux socioprofessionnels

Activités socio-culturelles :
«5 à 7 annuel du Réseau études féministes», de 17h à 19h.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-1950.
Renseignements :
Marjolaine Despars
987-3000, poste 4379
reseau.etudesfeministes@uqam.ca

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

«Réformer ou reformer ? La pertinence des Nations unies 60 ans plus tard», de 18h30 à 20h30.
Nombreux conférenciers.
Pavillon Sherbrooke, Salle polyvalente.
Renseignements :
Guy-Joffroy Lord
987-3000, poste 6781
lord.joffroy@uqam.ca
www.dandurand.uqam.ca

VENDREDI 7 OCTOBRE

Département de psychologie

Conférence : «Traumatisme et violence sexuelle à l'adolescence», de 9h30 à 11h30.
Conférencier : Pascal Roman, professeur, Université Lumière-Lyon 2.
Animateur : Louis Brunet, professeur, Département de psychologie, UQAM.
Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-R120.
Renseignements :
Louis Brunet
987-3000, poste 4804
brunet.louis@uqam.ca

CIRST (Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie)

«Savoirs et décisions en contexte environnemental : perspectives et enjeux dans les sciences sociales», de 12h30 à 14h.
Conférencier : Alain Rajotte, Observatoire de l'environnement et du développement durable, Université de Sherbrooke.
Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.
Renseignements :
Marie-Andrée Desgagnés
987-3000, poste 4018
cirst@uqam.ca
www.cirst.uqam.ca

MARDI 11 OCTOBRE

SVE-Section Aide et soutien à l'apprentissage

Atelier : «Examens et stress», de 12h30 à 14h, également les **12** et **13 octobre** aux mêmes heures et le **11 octobre** de 18h à 19h30.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-2180.
Renseignements :
Christian Bégin
987-3185
begin.christian@uqam.ca
www.uqam.ca/aide-apprentissage

UQAM Générations

Cafés-débats 50+ : «Ne pas se mêler des affaires des autres : discrétion délicate ou indifférence égoïste?», de 13h30 à 15h.
Pavillon Maisonneuve, salle B-R200.
Renseignements :
Chantal Lebeau
987-7784
lebeau.chantal@uqam.ca
www.generations.uqam.ca

Centre d'écoute et de référence

Atelier : «Formation en relation d'aide et en intervention de crise», jusqu'au **16 octobre** et les **22** et **23 octobre** de 9h à 17h.
Formatrices : Jacqueline Bélair, doctorante en psychologie, Françoise Roy, AQPS.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-3255.
Renseignements :
987-3000, poste 8509
centre_ecoute@uqam.ca
www.ecoute.uqam.ca

MERCREDI 12 OCTOBRE

Département de stratégie des affaires

«Board of Directors : Strategie Processes and Changing Role», de 13h à 14h.
Conférencier : Kamal Bouzinad, MBA, doctorant.
Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-1575.

Renseignements :

Mihaela Firsirotu
987-3000, poste 0333
firsirotu.mihaela@uqam.ca
www.bombardierchair.ca

JEUDI 13 OCTOBRE

Chaire Raoul-Dandurand

Forum public : «L'utilisation des données biométriques à des fins de sécurité : questionnement sur les enjeux éthiques», de 9h à 17h.
Nombreux conférenciers.
Grande Bibliothèque
475, boulevard de Maisonneuve Est.
Renseignements :
Guy-Joffroy Lord
987-3000, poste 8228
lord.joffroy@uqam.ca
www.dandurand.uqam.ca

Centre d'écoute et de référence

«Journée de dépistage de la dépression», de 9h à 18h.
Niveau métro du pavillon Judith-Jasmin.
Renseignements :
987-3000, poste 8509
centre_ecoute@uqam.ca
www.ecoute.uqam.ca

Département d'histoire

Congrès : «L'historien Maurice Séguin (1918-1984) et la société québécoise», de 13h à 17h, se poursuit le **14 octobre** de 9h à 14h.
Pavillon Athanase-David, salle D-R200.
Renseignements :
Robert comeau
987-3000, poste 8427
chaire-hector-fabre@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/chf

CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales)

«Cui Bono : Institutional Investors, Securities Analysts, and the Shareholders Value Myth», de 14h à 16h.
Conférencier : Frank Dobbin, professeur de sociologie, Université Harvard.
Pavillon Saint-Denis, salle AB-2210.
Renseignements :
Hélène Gélinas
987-3000, poste 4458
gelinas.helene@uqam.ca
www.crises.uqam.ca

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

«La pertinence des Nations unies 60 ans plus tard», de 18h à 20h.
Nombreux conférenciers.
Pavillon Sherbrooke, Salle polyvalente.
Renseignements :
Guy-Joffroy Lord
987-3000, poste 6781
lord.joffroy@uqam.ca
www.dandurand.uqam.ca

VENDREDI 14 OCTOBRE

SVE-Section Aide et soutien à l'apprentissage

Atelier de trois rencontres : «La lecture efficace», se poursuit les **21** et **28 octobre** de 9h30 à 11h30.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-2110.
Renseignements :
Christian Bégin
987-3000, poste 3185
begin.christian@uqam.ca
www.uqam.ca/aide-apprentissage

UQAM Générations

Atelier : «Introduction à la méditation Ch'an (Zen)», les vendredis jusqu'au **18 novembre** de 10h à 12h.
Animateur : Pierre Chapus.
Pavillon Maisonneuve, salle B-R200.
Renseignements :
Chantal Lebeau
987-7784
Lebeau.chantal@uqam.ca
www.generations.uqam.ca

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques et Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes (CRÉQC)

«The Size of Nations in Times of Democracy and Globalization», de 12h30 à 14h.
Conférenciers : Enrico Spolaore, professeur, Université Tuft, Alain-G. Gagnon, titulaire, Chaire de recherche du Canada en études

québécoises et canadiennes, UQAM.
Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).
Renseignements :
Guy-Joffroy Lord
987-3000, poste 6781
lord.joffroy@uqam.ca
www.dandurand.uqam.ca/
www.creqc.uqam.ca

Formulaire WEB

Pour nous communiquer les coordonnées de **vos événements**, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante : www.uqam.ca/bref/form_calendrier.htm 10 jours avant la parution.
Prochaines parutions :
17 et 31 octobre 2005.

PUBLICITÉ

Émilie Heymans replonge dans les études

Pierre-Etienne Caza

Après un été plutôt difficile, marqué par une décevante 4^e place à la tour de 10 mètres au Championnat du monde FINA disputé devant les siens et par la fin (très médiatisée) de son association avec l’entraîneur Michel Larouche, Émilie Heymans est de retour sur les bancs d’école. La plongeuse de 24 ans a entamé son deuxième trimestre à l’UQAM à titre d’étudiante au baccalauréat en gestion et design de la mode, concentration commercialisation de la mode.

Attablée dans un café situé en face du Collège LaSalle, qui abrite l’École supérieure de mode de Montréal, rue Sainte-Catherine, Émilie avoue que rien ne la prédestinait à des études en mode. Même si sa grand-mère confectionnait les vêtements de ses enfants, elle ne lui a jamais appris les rudiments de la couture. Rien non plus du côté des jeux de son enfance : sitôt reçue en cadeau, la machine à coudre version Barbie s’est brisée et n’a jamais pu «produire» un seul vêtement de poupée.

C’est plutôt pour briser la monotonie de l’entraînement à temps plein auquel elle s’astreignait depuis la fin de ses études au collège André-Grasset qu’elle a décidé, en 2003, de s’acheter une machine à coudre et de suivre des cours privés. «C’était un bon moyen de me détendre et de ne pas penser uniquement au plongeon», dit-elle. De fil en aiguille, elle a eu le goût de retourner aux études et elle s’est inscrite à l’UQAM. Tout comme l’achat de la machine à coudre, ce retour aux études est bénéfique. «Ça me permet d’apprendre, de rencontrer des gens et de me



Photo : Nathalie St-Pierre

Émilie Heymans partage désormais son temps entre le plongeon et ses études en commercialisation de la mode à l’UQAM.

changer les idées.»

Comme elle est inscrite à temps partiel depuis l’hiver 2005, Émilie n’a suivi que les cours d’introduction et de méthodologie. Il est tôt pour spéculer sur son avenir dans le domaine de la mode. Elle souhaite cependant que son baccalauréat puisse lui permettre de posséder les bases pour ouvrir une boutique si le cœur lui en dit. Mais ce scénario n’est pas pour demain, puisque le plongeon occupe encore beaucoup de place dans sa vie.

La réalité sport-études

«Ce que j’ai vécu cet été a été très difficile psychologiquement, avoue-t-elle, mais j’ai eu beaucoup de soutien de la part de mon entourage, de ma famille surtout, mais aussi de gens qui m’arrêtaient dans la rue pour m’encourager.» Après quelques semaines de repos, elle a donc repris l’entraînement en septembre au sein d’un nouveau club, celui de Pointe-Claire, sous la direction de Yihua Li, ancienne plongeuse de l’équipe olympique chinoise et médaillée d’argent

aux championnats du monde 1986. Elle a aussi embauché Bruny Surin à titre d’agent.

Émilie s’entraîne chaque jour de la semaine de 9h30 à 16h30. «Lorsque j’ai un cours à 18h, ça me fait des journées passablement épuisantes.» Elle profite donc de la fin de semaine pour récupérer, ce qui ne l’empêche pas de se divertir, l’important étant de ne pas se fatiguer davantage qu’en semaine, dit-elle en riant.

Elle affirme n’avoir jamais eu de difficulté à combiner les études et le plongeon. «Au secondaire et au cégep, j’ai toujours eu l’aide des professeurs et de l’administration pour rattraper les cours ou les périodes d’examens ratés à cause des compétitions.» Il en sera vraisemblablement de même à l’UQAM, puisque le registrariat et les responsables de programme sont autorisés à gérer avec souplesse les dossiers des étudiants-athlètes.

Émilie se prépare donc pour la nouvelle saison de compétition qui s’amorce en janvier, le prochain rendez-vous d’importance étant les 18^e Jeux du Commonwealth qui se dé-

rouleront à Melbourne, en Australie, du 16 au 26 mars prochain. À plus long terme, elle espère participer aux Jeux Olympiques de Pékin, en 2008. Pour celle qui plonge depuis l’âge de 11 ans, ce pourrait être le chant du cygne. Elle aura alors 26 ans, un âge auquel le corps des plongeuses est fatigué. Il ne faut pas oublier, souligne-t-elle, qu’au tremplin de 10 mètres, les plongeuses entrent dans l’eau à une vitesse de 50 km/h. «Si je délaisse le 10m, réfléchit-elle à haute voix, je continuerai peut-être au 3m, mais je n’en suis pas encore là dans mes décisions.»

Rappelons qu’Émilie Heymans a été, entre autres, médaillée de bronze à la tour de 10m en plongeon synchronisé aux Jeux Olympiques d’Athènes en 2004, médaillée d’argent dans la même discipline à Sydney en 2000, médaillée d’or à la tour de 10m en solo au Championnat du monde à Barcelone en 2003 et triple médaillée d’or (3m synchronisé, 10m et 10m synchronisé) aux Jeux Panaméricains à Santo Domingo en 2003 ●

Le patrimoine religieux suscite l’intérêt



Photo : Michel Giroux

Le ministre délégué à la culture du Royaume-Uni, M. David Lammy, était de passage à l’UQAM pour s’enquérir des recherches effectuées dans le domaine du patrimoine des églises par les professeurs Luc Noppen et Lucie K. Morisset, ainsi que du colloque international «Quel avenir pour quelles

églises ?» qui se tiendra à l’Université du 19 au 22 octobre prochains. On aperçoit, dans l’ordre habituel, M. Clarence Epstein, directeur des projets spéciaux au bureau du Président de l’Université Concordia, M. Luc Noppen, directeur de l’Institut du patrimoine de l’UQAM et titulaire de

la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain, M. David Lammy, Mme Danielle Laberge, vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive et Mme Lucie K. Morisset, professeure à l’École des sciences de la gestion.

Nos étudiants-athlètes

L’UQAM est fière de compter de nombreux étudiants-athlètes dans ses rangs. Certains s’illustrent sur la scène interuniversitaire au sein des Citadins (basketball, badminton, golf, ski alpin et soccer), tandis que d’autres brillent individuellement dans diverses disciplines sur la scène sportive locale, nationale ou internationale. À chaque parution, nous vous convions à découvrir l’une de ces personnalités.

L’ESG sait compter

L’École des sciences de la gestion (ESG) de l’UQAM a obtenu d’excellents résultats aux examens d’admission de l’Ordre des comptables généraux licenciés (CGA) du Québec qui ont eu lieu en juin 2005. En comptabilité financière, France Fiset et Roger Najm se sont respectivement classés deuxième et troisième, tandis qu’en vérification, Valérie Labbé et Chantal Turcotte ont obtenu respectivement le

deuxième et le quatrième rang. Quant à Marc-Michel Isabelle, il s’est classé quatrième en finance. Cette excellente performance s’ajoute aux bons résultats obtenus par les étudiants de sciences comptables Yann Laverdure et Miriam Lynch-Gauthier, qui ont décroché respectivement la deuxième et la troisième place à l’Examen national d’admission CMA de juin 2005.